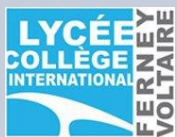


# Les nouvelles formes de conflits dans la mondialisation



Les « nouvelles formes de conflits dans la mondialisation » s'inscrit dans le cadre de « l'AP », l'Accompagnement Personnalisé – approfondissement en Histoire – Géographie, proposé aux élèves des classes de terminale S et ES du Lycée et dans le cadre du trinôme académique de défense. Celui-ci associe les Ministères de l'Éducation Nationale et de la Défense pour proposer des projets aux élèves du secondaire concernant l'éducation à la défense.

M. ARNAL et Mme JUBEAU, professeurs d'Histoire et de Géographie, encadrent une vingtaine d'élèves de terminale une heure par semaine durant l'année pour construire le projet en lien avec l'Académie de Lyon et en partenariat avec le 27<sup>ème</sup> Bataillon de chasseurs alpins (BCA) d'Annecy.

Le projet présenté dans ce dossier est le fruit du travail des élèves sur une année. Il est destiné aux autres élèves et aux familles de l'établissement et de l'Académie pour découvrir l'un des enjeux de la défense nationale aujourd'hui.



## MOTS CLEFS ...

**Mondialisation** : c'est la mise en lien des territoires, articulée par des flux, ce qui reconfigure chaque territoire.

**Conflits** : c'est l'opposition entre plusieurs acteurs se disputant des ressources et/ou des symboles et des territoires.

**Conflit asymétrique** : c'est une lutte armée qui oppose un État (une armée régulière) à des combattants irréguliers matériellement inférieurs, se servant des points faibles de la société occidentale pour parvenir à leur fin.

**Terrorisme** : représente l'ensemble des actes de violence (prise d'otages, attentats, attentats suicides...) commis par un groupuscule organisé afin d'instaurer un climat d'insécurité au sein d'une population. C'est la recherche constante de l'horreur pour produire de la peur.

**Conflit de faible Intensité** : c'est un conflit armé opposant un État à des acteurs non-étatiques sans l'utilisation de forces puissantes.

**État failli** : représente un État dans lequel rien ne fonctionne correctement, qui ne parvient pas à assurer ses missions essentielles, particulièrement le respect de l'état de droit.

**Zone Grise** : c'est un espace de dérégulation sociale, de nature politique ou socio-économique où les institutions centrales ne parviennent pas à affirmer leur domination, laquelle est donc assurée par des acteurs alternatifs.

*Rédigé par Tom*

Introduction		p. 3
Descriptif du projet		p. 4
Découverte des notions et des compétences – Géographie		p. 5
Conflits – étude de cas		p. 9
La République Centrafricaine		p. 10
La Somalie et la Corne de l'Afrique		p. 12
Le Syrie et l'Irak		p. 15
Le Mali et le Sahel		p. 19
Rencontres avec les militaires du 27 <sup>ème</sup> BCA		p. 21
Conclusion		
Un enjeu majeur : le terrorisme		p. 24
Le droit international		p. 25
Lexique		p. 27
<b>Liste des figures</b>		
Figure 1 – la présence des forces françaises dans le monde		p. 3
Figure 2 - les conflits étudiés dans le dossier		p. 9
Figure 3 - les conflits en République Centrafricaine		p. 11
Figure 4 - les conflits dans la corne de l'Afrique		p. 14
Figure 5 - Daesh et le Moyen Orient		p. 18
Figure 6 - Les conflits au Mali et au Sahel		p. 20
Figure 7 - Affiche des « rencontres de Ferney »		p. 21
Figure 8 - Photographies de l'intervention du 27 <sup>ème</sup> BCA		p. 22

# SOMMAIRE

Le 11 janvier 2015, plus d'une cinquantaine de dirigeants du monde entier étaient rassemblés à l'occasion d'une marche au lendemain des attentats de Paris. Ces derniers ont mis en lumière la menace soulevée par le terrorisme, menace qui n'a jamais été plus présente sur le territoire national.

Dès lors, il a semblé évident que la fin de la Guerre Froide en 1991 avait laissé place à une toute nouvelle forme de conflits, sonnant ainsi la fin des guerres interétatiques au profit de conflits intra-étatiques, souvent de « faible intensité et asymétrique » et se diffusant dans plusieurs pays pour former une zone grise dans la mondialisation.

Un conflit consiste en l'opposition, à différentes échelles, de différents acteurs aux motivations diverses (économiques, politiques, religieuses, militaires ...). Les conflictualités ont considérablement évolué depuis la chute du monde bipolaire de la Guerre Froide. En effet, depuis le début des années 1990, des crises militaires se sont multipliées, sans jamais réellement opposer deux nations, partout dans l'espace monde ; en allant du Nigeria avec Boko Haram à la Crimée en passant par l'Irak et la Syrie avec l'Etat Islamique.

Ces situations de crise sont autant d'enjeux du monde contemporain et de la mondialisation. Comment définir ce nouveau type de conflits ? Comment est-il possible de tenter de les réguler ? Des interventions extérieures des forces françaises sont-elles nécessaires ? Si oui, sont-elles toujours parfaitement légitimes ?

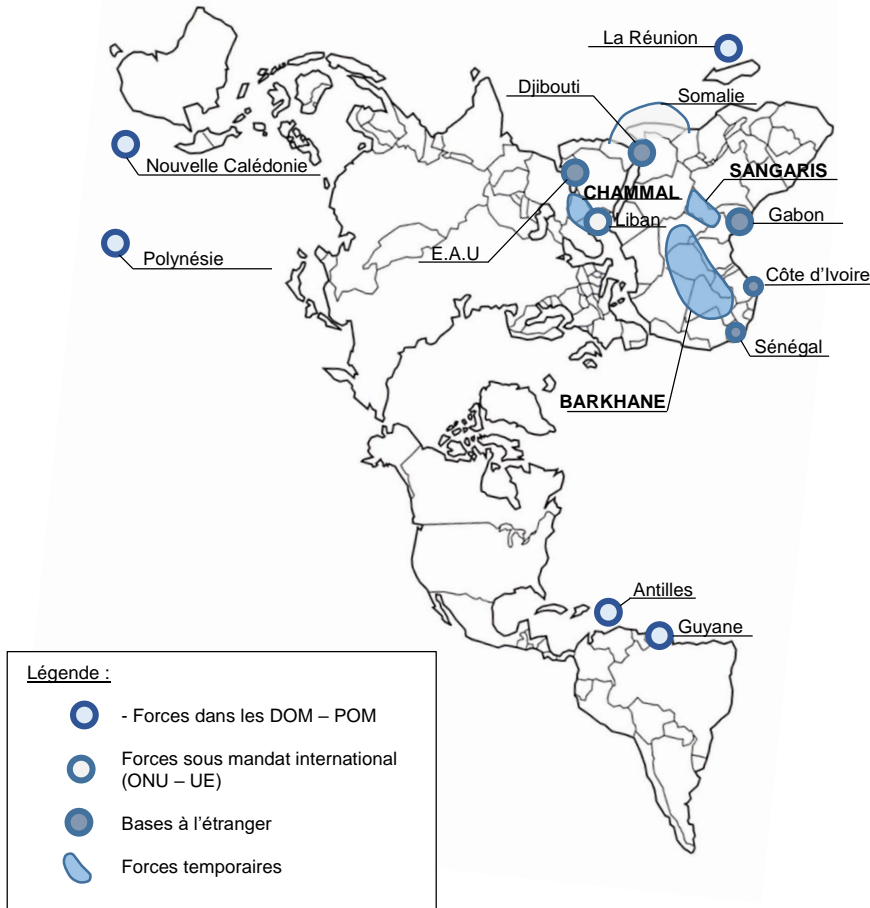


Figure 1 - la présence des forces françaises dans le monde

Réalisée par Marion.

Rédigé par Axel.

## OCTOBRE

- 1** Les élèves choisissent l'AP (accompagnement personnalisé) approfondissement Histoire – Géographie et s'engagent pour un an.

- 1** (1 heure)
- Découverte du projet
  - Définition des objets d'étude (étude de cas)
  - Introduction à l'étude des conflits.

## NOVEMBRE

- 2** (3 heures)
- Etude d'un conflit, le Rwanda
  - Construction d'une grille d'analyse et de compétences
  - Problématique et construction d'un plan

## DECEMBRE - FEVRIER

- 3** (6 heures)
- Recherche documentaire
  - Construction d'une composition
  - Construction d'un croquis géographique

*Tous les textes et croquis ont été réalisés par les élèves. Ils sont signés par les élèves responsables de chaque thème. Les enseignants ont transformé les croquis réalisés à la main en document numérique.*

## FEVRIER - MARS

- 4** (2 heures)
- Préparation de la rencontre avec les militaires du 27<sup>ème</sup> BCA
  - Construction du site internet (et enregistrement des élèves)

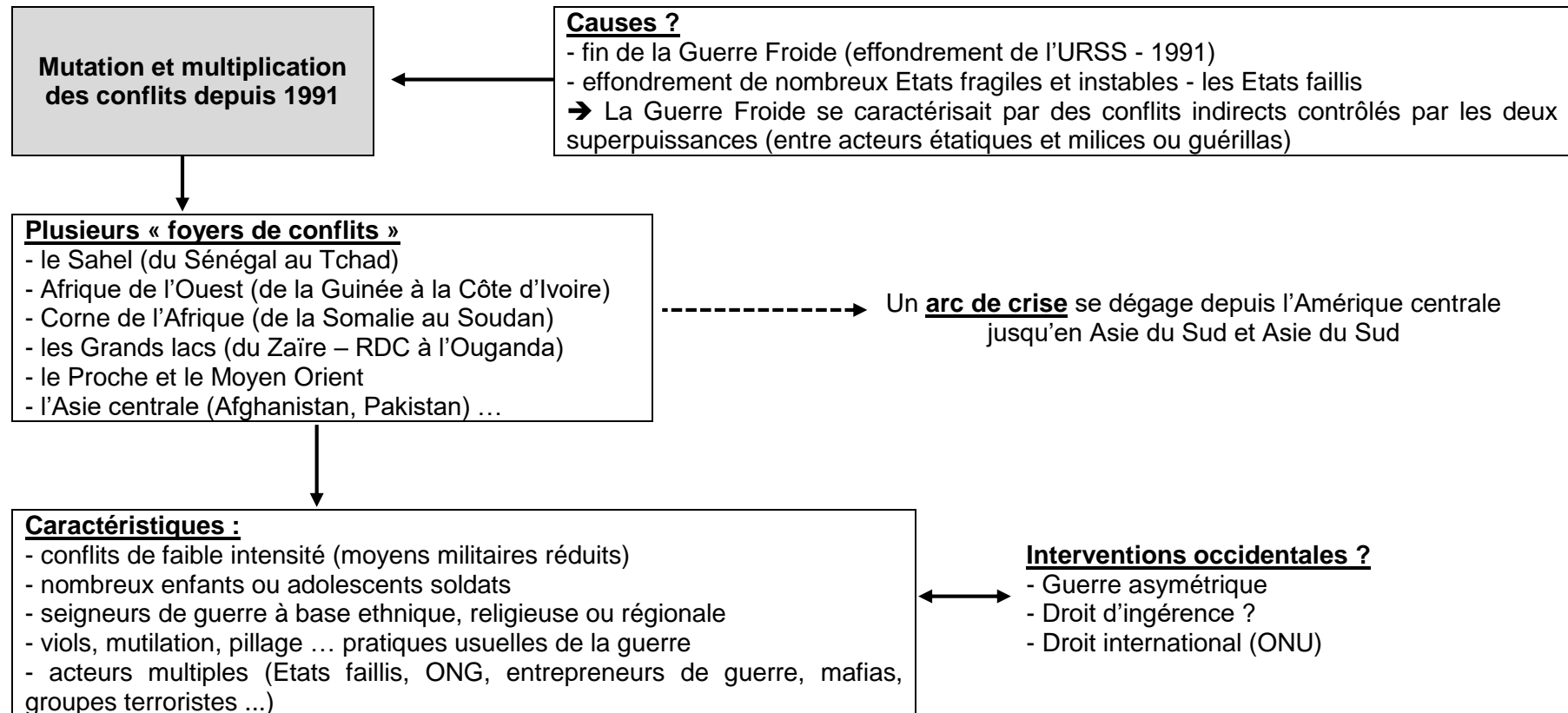
## 22 MARS

- 5** (une journée)
- Venue du 27<sup>ème</sup> BCA au Lycée international
  - Rencontre avec les élèves du trinôme académique
  - Conférence devant les élèves de terminale
  - Conférence devant les professeurs du Collège et du Lycée

## AVRIL - MAI

- 6** (4 heures)
- Construction du dossier
  - Construction du site internet (en cours)

En lien avec le programme de Géographie de terminale et à partir d'extraits de films particulièrement emblématiques de la « décennie du chaos » en Afrique, les élèves construisent en classe avec les enseignants un schéma pour introduire les nouvelles formes de conflits dans la mondialisation dans les années 90.



**+** Pour aller plus loin :

- Sous la direction de **B. BADIE et D. VIDAL**, Nouvelles guerres, l'Etat du Monde 2015, Editions La Découverte 2014.
- **P. BOULANGER**, Géographie militaire et Géostratégie, Enjeux et crises du monde contemporain, Collection U, Colin, 2011.
- **D. SMITH**, Atlas des guerres et des conflits dans le monde, Editions Autrement, 2003.
- **P. SERVENT**, Les guerres modernes racontées aux civils ... et aux militaires, Editions BUCHET – CASTEL, 2009.
- **A. BAUTZMANN**, Atlas géopolitique mondial, Editions du Rocher, Edition 2016, 2015.

Le cours est construit à partir d'un résumé de l'article de **R. POURTIER**, « L'Afrique centrale dans la tourmente », paru dans la revue **Géopolitique**, n° 111, novembre 2003. Cette page présente la généralisation construite avec les élèves à la fin de la séance et sert de grille d'analyse pour tous les conflits étudiés.

## Des nouvelles formes de conflits depuis 1991 ...

### ... **des conflits essentiellement intra étatiques** ...

Deux types de conflits existent :

- inter étatique (entre Etats) pour des frontières ou des territoires : ils sont de moins en moins fréquents.
- intra-étatique (guerre civile) d'origine ethnique, religieuse, économique ... C'est les plus nombreux actuellement notamment dans les Etats faillis issus de la décolonisation ou de l'effondrement du bloc soviétique et de l'URSS.

Monde bipolaire contrôlé → monde multipolaire ou apolaire instable

### ... **souvent de faible intensité et asymétrique** ...

Deux nouvelles formes de conflits se renforcent :

- de faible intensité : les armées sont numériquement faibles, peu organisées et ne disposent pas d'armements lourds (et surtout pas de nouvelles technologies). C'est plus des bandes armées contrôlées par des seigneurs de guerre qui utilisent la terreur (notamment le terrorisme et les attentats - suicides) et se nourrissent de la prédation et de la guerre.
- asymétrique : elle oppose une force armée étatique à des forces matériellement et militairement insignifiantes qui se servent des faiblesses et des valeurs des armées occidentales pour l'emporter. Cette guerre fonctionne sur la propagande (utilisation des médias et notamment d'internet), sur la terreur (le meurtre, le terrorisme, la barbarie) et sur l'inversion des valeurs (le viol, les enfants soldats, la torture ...)

Les conflits opposent deux modèles : la théorie du « 0 mort » et la technologique à des combattants prêts à mourir en nombre.

### ... **qui définissent un véritable complexe de guerres.**

- La guerre se diffuse facilement au-delà des frontières des « Etats faillis » à la fois dans les camps de réfugiés, dans les ethnies alliées ou ennemis, pour la prédation des ressources
  - Des systèmes régionaux de conflits s'affirment : l'Afrique des grands lacs, la corne de l'Afrique, ou le golfe de Guinée.
  - Les systèmes de guerre s'épanouissent dans les zones grises du processus de mondialisation par exemple dans les Sahels
- Naissance de « terra incognita ou zone grise » partout sur la planète en guerre permanente, sans Etat, en situation d'extrême pauvreté, dans l'anarchie la plus complète. Elles sont antimondes de la mondialisation, nécessaires et produites par le processus de mondialisation.

## ... menés par des acteurs à toutes les échelles ...

### **... des « entrepreneurs » de guerre à l'échelle locale ...**

De nouvelles formes d'acteurs issus de la décomposition des Etats issus de la décolonisation s'affirment des conflits d'aujourd'hui :

- les chefs ou seigneurs de guerre : ils sont à base territoriale et ethnique (l'ethnie est instrumentalisée ou créée) pour assurer le contrôle d'un territoire et d'une ressource à gager pour nourrir la rente et la guerre. Il s'agit souvent d'anciens membres de l'élite politico-administrative des Etats décolonisés. Ils sont les « entrepreneurs de guerre ».
  - les entreprises de la « guerre privée » : des FTN (junior company) issues des Nords fondent des troupes de mercenaires qui interviennent soit pour le contrôle d'une ressource pour le compte d'une FTN soit pour le compte d'un des seigneurs de guerre qui souhaitent conquérir l'Etat.
  - les bandes armées : souvent composées de jeunes hommes (ou d'enfants) peu encadrées sous forme de milices qui sèment la terreur par l'inversion des pratiques de la guerre (le viol, la mutilation la torture, l'attentat suicide ...)
  - des mouvements terroristes : ils interviennent comme des entrepreneurs de guerre à base mondiale et agissent par des alliances avec des seigneurs de guerre avec des objectifs religieux, politiques et économiques.
  - les ONG, l'humanitaire, sont un acteur des conflits. Souvent plus riche que les Etats, ils fondent des villes (le camp de réfugiés), des projets humanitaires, une nouvelle possibilité de rentes ou d'enlèvements.
- ➔ Les conflits sont animés et nourris par de multiples acteurs aux alliances complexes et changeantes.

### **... qui ne remettent pas en cause les Etats ...**

L'objectif des conflits n'est pas l'autonomie ou l'indépendance d'une région. Aucun acteur ne remet en cause les frontières issues des décolonisations. Pourquoi ?

- L'Etat failli, totalement disqualifié, reste pourtant l'objectif parce qu'il permet de contrôler la rente de l'économie de prédation. La rente est triple : les ressources minières ou végétales, le contrôle de l'aide humanitaire (notamment alimentaire ou médicale), l'aide publique au développement (APD). Le but de la guerre n'est pas la destruction de l'Etat mais son contrôle surtout de la capitale.
  - La rente est la condition de la guerre. Elle s'insère souvent dans les illégalismes de la mondialisation notamment pour les diamants de sang dans le golfe de Guinée, la drogue dans le Sahel ou le Coltan en Afrique centrale. Les « junior company », interviennent pour le compte de FTN du Nord pour contrôler et commercialiser ses ressources qui nourrissent la guerre.
- ➔ Ce type de conflits est la version contemporaine du pillage et de la prédation.

### **... et s'inscrivent à l'échelle mondiale dans le jeu des puissances.**

- Plusieurs Etats interviennent souvent à l'échelle régionale dans les zones grises. C'est particulièrement le cas en Afrique. Pour contrôler une partie de la rente, les Etats instrumentalisent ou fondent sur d'hypothétiques bases ethniques des groupes armées contrôlées par un seigneur de guerre. Ils fournissent armes et logistiques et accaparent la rente.
- Les grandes puissances du Nord et les pays émergents interviennent dans les conflits. Ils ne veulent jamais intervenir directement pour ne pas se trouver dans un conflit asymétrique. Ils peuvent soutenir l'une ou l'autre des factions. En dernier ressort, face à un génocide ou des famines, ils interviennent dans le cadre de l'ONU pour sanctuariser une région ou stopper un processus. L'objectif est aussi souvent le contrôle d'une ressource.
- D'autres acteurs interviennent à l'échelle internationale : les FTN, les ONG, l'ONU, chacun répondant à ses intérêts propres.

## ... aux impacts multiples et profonds.

### **... Le civil, cœur et enjeu du conflit ...**

En 1914, moins de 10 % des victimes de guerre étaient civils, aujourd'hui sans doute 90 % le sont. Le civil est la fois victime et enjeu des conflits

- le civil est la force de travail. Un chef de guerre doit en contrôler une masse de population dans une région pour disposer « d'esclaves » pour l'économie de rente et la prédation.

- les civils sont les soldats : un seigneur de guerre doit pouvoir disposer d'une masse d'hommes jeunes (enfants et le plus souvent adolescents) qui forment les bandes armées.

- les civils sont les moyens de la guerre asymétrique : il faut à la fois provoquer la pitié dans les Nord et instrumentaliser la population. Le meurtre, la mutilation, la famine surtout pour les enfants sont un moyen d'existence médiatique et une nouvelle possibilité de rente.

→ Ces pratiques de guerre contre les civils produisent de nouveaux enjeux.

### **... ce qui explique la montée aux extrêmes ...**

Deux figures naissent du rapport des conflits aux civils.

- le massacre et son paroxysme le génocide. Le massacre est condition de la terreur. Il est systématique et donne naissance à une culture de guerre et à des pratiques : le meurtre et la mutilation des hommes adultes, le viol quasi systématique des femmes et des jeunes filles (pour montrer sa supériorité, humilier l'ethnie adverse et à long terme la détruire). Le cas extrême est la volonté de destruction totale par le génocide ou le double génocide au Rwanda et en RDC. La famine et la malnutrition organisée sont une autre forme de destruction.

- le réfugié : face aux exactions, les populations fuient les conflits soit vers une autre région soit le plus souvent dans un autre Etat. Ils sont alors dans de vastes camps de réfugiés financés et organisés par l'ONU (HCR). Actuellement, le monde compte 35 millions de réfugiés. C'est un risque de diffusion aux Etats voisins des conflits et surtout les camps de réfugiés sont souvent les lieux de naissance de nouveaux groupes armés et d'entrepreneurs de guerres.

### **... qui interagit avec de nouveaux risques.**

Les deux conséquences font naître de nouveaux risques à long terme.

La guerre se nourrit de la guerre et favorise la naissance de :

- l'intégrisme religieux. Les populations abandonnées, concentrées, sans possibilité de retour sont le terreau de l'intégrisme religieux et du « nationalisme ». Les mouvements radicaux poussent facilement dans la jeunesse des camps ou la jeunesse défavorisée et désœuvrée. Les attentats-suicides, les enlèvements, les meurtres naissent à long terme dans les camps de réfugiés ou dans les populations civiles radicalisées.

- de nouveaux groupes armés radicalisés. Les camps de réfugiés fonctionnent comme des sanctuaires qui protègent les populations civiles (tout en les laissant inactives et sans espoir) et permettent la naissance et le regroupement de nouveaux groupes combattants de plus en plus radicalisés. Le camp de réfugiés tout en protégeant la guerre la nourrit.



	Conflit étudié en cours
	Conflits retenus par les élèves
	Autres conflits proposés aux élèves

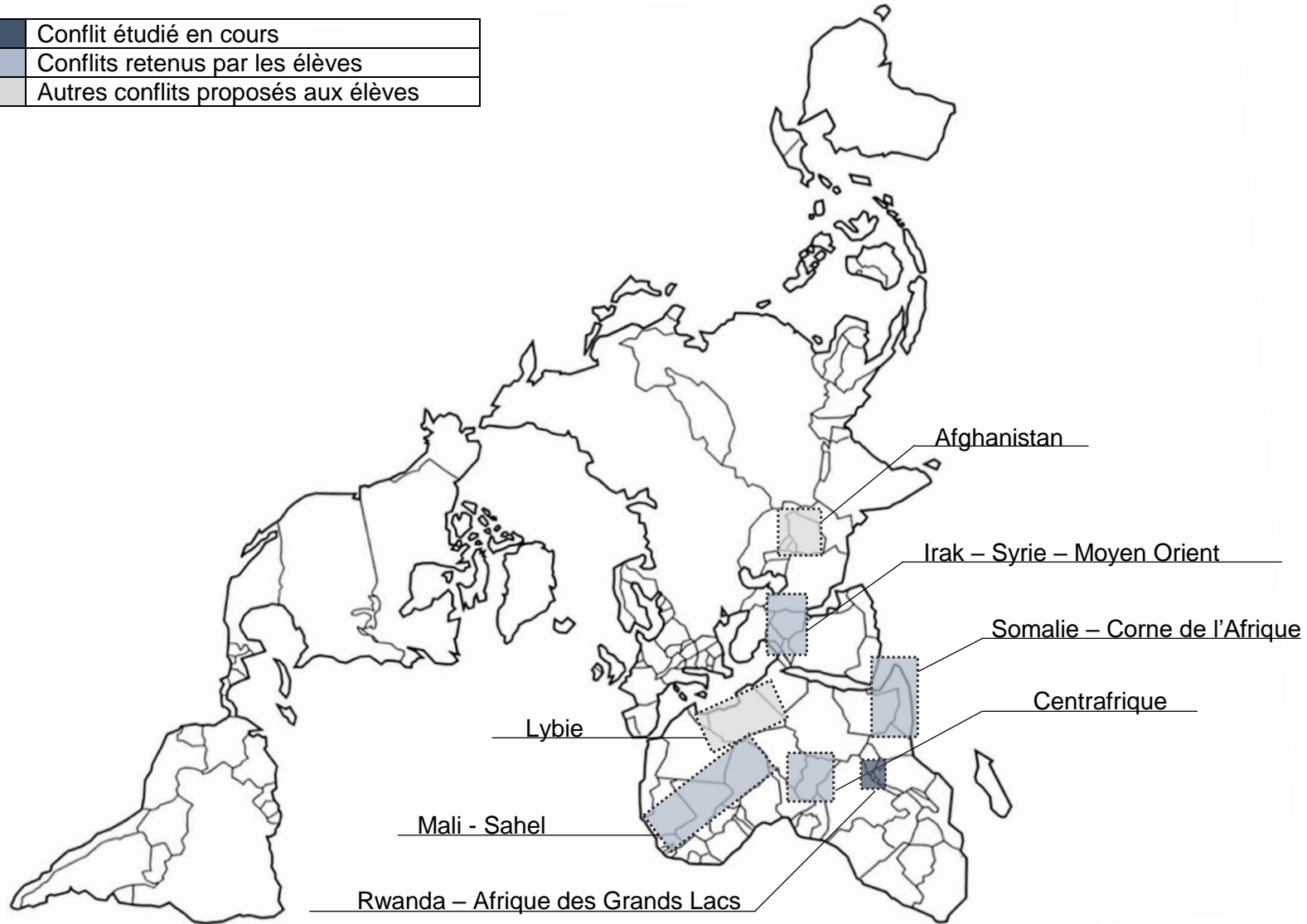


Figure 2 – les conflits étudiés dans le dossier

La République centrafricaine, s'étendant sur 623 000 km<sup>2</sup>, est située au centre de l'Afrique et compte environ 5 millions d'habitants. Depuis l'obtention de son indépendance le 13 août 1960, cette ancienne colonie française subit des conflits de manière quasi-permanente, conflits dont les répercussions sont visibles à l'échelle régionale. Comment expliquer la permanence de ces conflits ? Quels en sont les acteurs et les enjeux ?

La République centrafricaine est un « État failli », ses frontières et son système politique sont des héritages de l'empire colonial français. La multiplicité des ethnies est une des causes des conflits (le pays en compte 17) tout comme la religion avec l'opposition entre la minorité musulmane au Nord et la majorité chrétienne au Sud. La faiblesse de l'État central explique les affrontements ethniques et/ou religieux mais aussi l'apparition de seigneurs de guerre, de milices, de coupeurs de routes ... Chaque micro-acteur cherche à contrôler les ressources et le pouvoir, chacune des forces veut prendre, occuper et exploiter la capitale, Bangui. Ainsi, il y a eu six républiques, dont cinq initiées par des coups d'État. Le dernier coup d'État a donné le pouvoir à la minorité islamique du pays avec sa branche armée, les SELEKA. L'objectif de la prise de la capitale et de l'État est de pouvoir contrôler les rentes (humanitaires, minières, stratégiques ...), mais aussi de piller les ressources du gouvernement. Les ANTI BALAKA, milice issue de la majorité chrétienne, sont nés en réponse à la SELEKA. Le dernier coup d'État est donc le début d'une nouvelle guerre « civile » marquée par de multiples exactions.

Les conflits en République Centrafricaine reflètent aussi les tensions présentes dans l'Afrique centrale. Les populations sont aussi aux prises avec de seigneurs de guerre et de groupes de mercenaires (tel que le M 23 - LRA) qui pillent, tuent et contribuent au chaos. Leur plus grande force est justement la faiblesse de l'État et des forces armées régulières. Certains groupes contrôlent de vastes régions et jouent le rôle d'un pseudo-État en distribuant les gisements et les ressources aux firmes transnationales ou aux populations.

De même, les autres acteurs ont souvent des ramifications dans plusieurs pays, dont le Tchad et le Soudan, et contrôlent ainsi la frontière. Cela leur permet non seulement d'exercer leur pouvoir sur plusieurs pays et populations, mais aussi de piller les ressources qui transitent par la frontière « virtuelle ». Les « camps de minerais », les enfants soldats, la piste ... sont autant de symboles et d'enjeux des guerres en RCA.

Ces conflits provoquent des répercussions à l'échelle régionale, tel que l'exode des réfugiés dans les pays voisins, majoritairement au Cameroun et au Tchad. En effet, plusieurs milliers de citoyens de la RCA ont migré et se sont maintenant réfugiés dans des camps mis en place par l'ONU (UNHCR) au Tchad principalement. L'aide militaire offerte par la France et l'Organisation des Nations Unies, au travers de la MINUSCA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique) est vue par certains comme étant seulement un succès partiel, voir même un semi-échec : les conflits sont toujours présents, et le maintien de la paix est fragile dans certaines régions du pays. Le pillage constant des richesses est la principale raison du mal développement du pays.

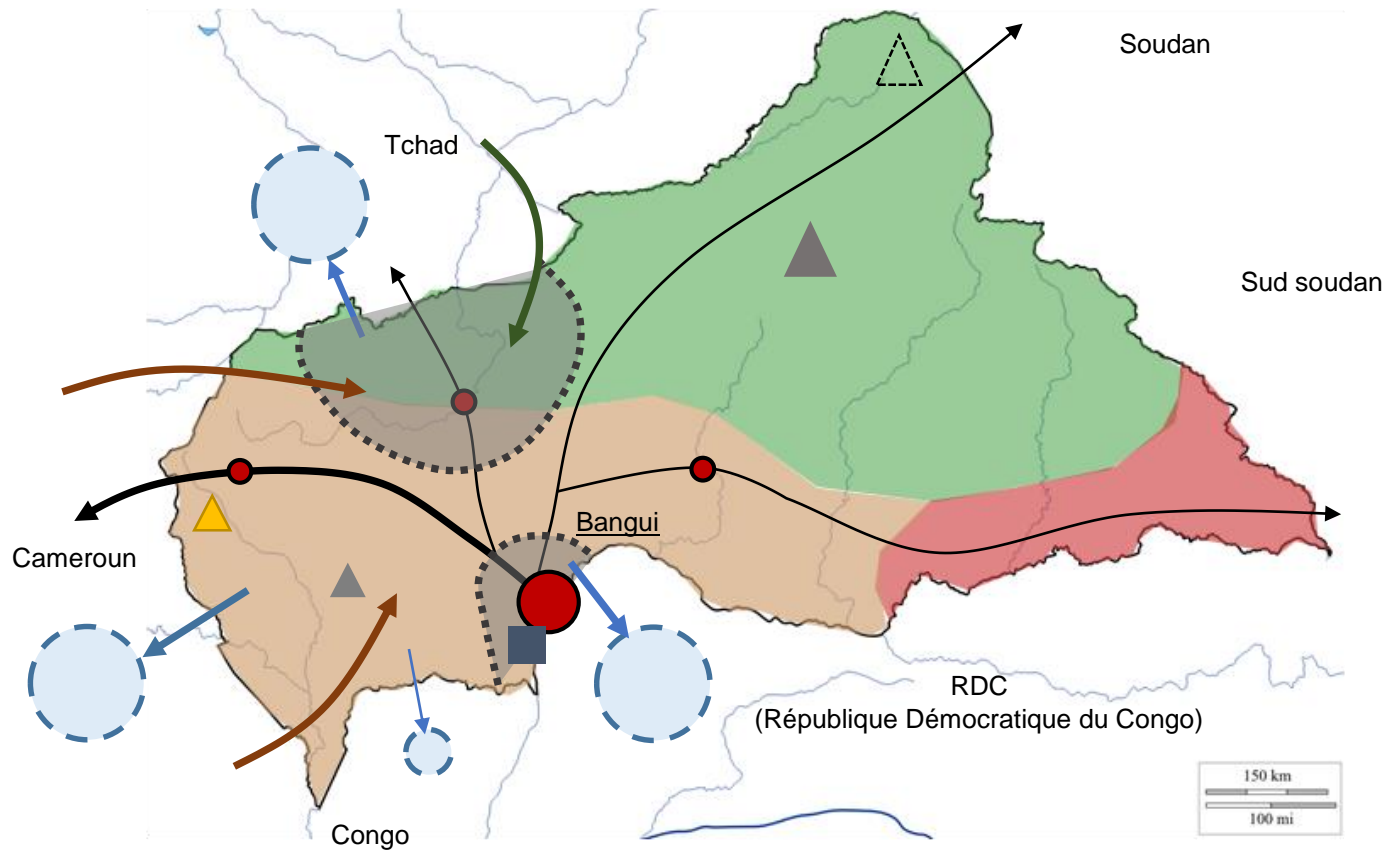
Nous pouvons voir que l'instabilité politique et l'économie de rente de la République centrafricaine permettent à différents groupes et organismes de piller les ressources du pays, l'empêchant ainsi de se développer et de se stabiliser. De plus, les tensions qui existent entre les différentes ethnies et religions ainsi que l'échec des interventions militaires, soulignent l'héritage colonial dont la République centrafricaine souffre encore et la mal gouvernance qui la pénalise depuis 60 ans. L'intervention française peut limiter le conflit actuel mais elle ne peut pas assurer le développement et la « bonne gouvernance » du pays.

*Rédigé par Anton et Morton*

Sources :

- Six clefs pour comprendre le conflit en République centrafricaine, Article du Monde du 5 décembre 2013, lemonde.fr
- Un système régional de conflits, cartographie de Sciences Po.
- Opération Sangaris, dossier sur le site de la Défense, defense.gov.

Figure 3- Les conflits en République Centrafricaine



**La RCA est un Etat failli ...**

- SELEKA
- ANTI BALAKA
- LRA - M 23
- La capitale
- Grandes villes

**... soumis à des conflits permanents liés à la prédation ...**

- Gisements d'or
- Gisements de diamants
- Gisements de pétrole (potentiels)
- Routes principales
- Régions en conflits (massacres)

**... ce qui imposent des interventions étrangères.**

- Base militaire française
- Flux de réfugiés
- Camps de réfugiés
- Intervention tchadienne
- Intervention de la MINUSCA (Etats africains)

Réalisé par Anton.

La piraterie autour de la corne de l'Afrique est essentiellement composée de pirates somaliens qui pratiquent l'attaque de navires, le pillage et l'enlèvement en mer à partir de l'année 2005. La piraterie est ainsi devenue une menace pour le transport maritime international et de nombreuses organisations internationales comme l'Organisation Maritime Internationale (IMO) ont exprimé leur préoccupation devant l'augmentation des actes de piraterie. En réponse, des bâtiments militaires de l'OTAN mais aussi russes, indiens, chinois et sud-coréens ont été mobilisés. Ils sillonnent la zone et escortent certains navires tandis que des gardes armés sont embarqués sur des navires civils. Comment expliquer la multiplicité des attaques pirates dans cette région ? Comment expliquer le chaos somalien ?

La piraterie est un enjeu majeur du littoral somalien et du golfe d'Aden. En effet, la Somalie est un Etat failli depuis 1991 soumis à des conflits permanents entre seigneurs de guerre, forces extérieures (venant d'Ethiopie par exemple) et le mouvement terroriste islamique Al-Chebab affilié à Al-Qaida. La piraterie est née au carrefour de conflits multiples, en partie globale et en partie propre à la Somalie. Elle se conjugue avec une situation géographique favorable sur un des axes majeurs du trafic maritime international, à l'inexistence d'un appareil d'Etat et à la multiplicité des acteurs internes et externes.

Le plus gros de la piraterie opère proche des côtes. En 2009, plus de 90 % des attaques de pirates ont échoués dans le Golfe d'Aden. Désormais, les pirates sévissent dans l'Océan Indien de plus en plus au large. Pour contrer la diffusion de la piraterie et pour surveiller les mers (et le détroit du Bab-El-Mandeb), les pays européens, dans le cadre de la mission Atalante, disposent de patrouilleurs maritimes et de bâtiments de surface. En effet, chaque année plus de 20 000 bateaux de commerce (30% de pétrole en direction de l'Europe) passent par le Golfe d'Aden qui représente un axe majeur pour l'économie mondiale.

La piraterie est née du contexte somalien mais aussi de la prédation des acteurs internationaux. L'absence d'une régulation étatique a favorisé la pêche illégale au large des côtes somaliennes. En l'absence de contrôle et pour survivre, les villages somaliens ont trouvé un autre moyen d'utiliser l'océan. La piraterie en Somalie a coûté au niveau mondial près de 7 milliards de dollars en 2011, dont plus de 2 milliards en opérations militaires, équipements et gardes armés pour protéger les navires. Sur cette somme, plus de 2,7 milliards de dollars ont été dépensés en 2011 en carburant pour permettre aux bateaux de naviguer à de plus grandes vitesses à travers les zones à haut risque, ainsi que les chiffres de 1,3 milliard en opérations militaires et de 1,1 milliard en gardes armés et équipements de sécurités.

La multiplication des attaques devient un enjeu majeur pour les acteurs internationaux : ils doivent limiter les attaques et faire face au chaos somalien.

La Somalie est un Etat en voie de décomposition. Trois « Etats » coexistent dans les frontières héritées de la colonisation : le Somaliland (ancienne colonie britannique), le Puntland dans le nord du pays et la Somalie autour de la capitale (anciennes colonies italiennes). Les trois « Etats » s'affrontent régulièrement comme en octobre 2007 entre les forces armées somalilandaises et puntlandaises à Las Anod, une ville disputée à la frontière des deux pseudo-Etats. En août 2011, les troupes du gouvernement, aidées par le groupe islamiste modéré Alu Sunna et des soldats de l'AMISOM (soldats de l'Union africaine), parviennent à reprendre le contrôle de l'ensemble de la capitale et d'en chasser les rebelles. Le conflit associe une myriade d'acteurs aux alliances et aux intérêts changeants.

La multiplicité des seigneurs de guerre, l'antériorité de la guerre civile, la faiblesse de l'Etat de Mogadiscio et la proximité de la péninsule arabique expliquent l'affirmation d'un nouvel acteur : les Chebab. Le mouvement Harakat Al-Chabab Al-Moudjahidine a déjà contrôlé une large partie du territoire y compris la capitale. Ces groupes affiliés à Al-Qaida contrôlent toujours de larges zones rurales, d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats

suicides, contre les symboles du gouvernement ou contre la force militaire de toutes les composantes du conflit. Ce même mouvement se diffuse à l'échelle régionale et s'attaque au Kenya ainsi qu'aux bases de l'Union africaine. Il joue aussi de sa proximité avec les mouvements islamistes du Yémen et de la péninsule arabique.

Les populations civiles sont les premières victimes du conflit. En effet, elles subissent une insécurité alimentaire chronique (avec des risques de famine à l'intérieur des terres), des attaques et des attentats terroristes, des pillages par les seigneurs de guerre ... Une grande partie de la population est réfugiée dans les pays voisins (au Kenya, en Ouganda, en Ethiopie ou au Yémen). Une autre partie, en lien avec tous les acteurs du conflit, cherche des moyens de survie dans les illégalismes. Le trafic d'armes, le commerce du Qat (un arbuste dont les feuilles sont consommées comme une drogue), la piraterie, les échanges informels de bétail avec Djibouti ... forment un ensemble d'activités de survie qui nourrissent aussi le conflit.

Tous les acteurs proches interviennent dans le conflit. Les frontières sont quasiment inexistantes à cause de la faiblesse des Etats. Le Kenya héberge le gouvernement « légal » de la Somalie (celui de Mogadiscio) mais subit les impacts du conflit avec des attentats terroristes (comme un centre commercial à Nairobi en 2013) ou la multiplicité des camps de réfugiés le long de la frontière. L'Ethiopie est nettement plus engagée dans le conflit. Elle est intervenue plusieurs fois militairement face aux islamistes et pour se protéger des revendications des seigneurs de guerre somaliens sur l'Ogaden. En effet, cette région musulmane (contrairement à l'Ethiopie majoritairement chrétienne) située au sud du pays est revendiquée par des seigneurs de guerre somaliens. Djibouti cherche à se protéger du conflit tout en jouant le rôle de plaque tournante commerciale entre les différents pays et la péninsule arabique.

Les conflits somaliens se développent dans un ensemble, la Corne de l'Afrique, formant une zone grise. L'Erythrée, le Sud Soudan, les « Somalies » et aujourd'hui le Yémen sont des Etats faillis en guerre.

Le Yémen connaît aujourd'hui une guerre entre les Houthis chiites, le gouvernement sunnite et les groupes djihadistes terroristes (comme AQPA – Al-Qaïda ou l'Etat Islamique). Les monarchies du Golfe soutiennent le gouvernement alors que l'Iran aide les rebelles houthis. Conflits, illégalismes, terrorismes, faiblesse ou l'inexistence des Etats participent à construire l'une des régions les plus instables du monde.

Cette région est pourtant l'un des seuils stratégiques majeurs de l'économie mondiale et de la mondialisation. La Mer Rouge, le détroit du Bab-El-Mandeb, le Golfe d'Aden concentrent les flux pétroliers venant du Moyen-Orient vers l'Europe mais aussi elle se situe sur l'axe maritime mondial des conteneurs reliant l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud à l'Europe. Après les échecs de l'opération américaine *Restore Hope* en 1992, les grandes puissances n'interviennent plus directement dans le conflit somalien mais cherchent à contrôler et à sécuriser la zone. Les flottes mais aussi les bases à Djibouti (française, américaine, chinoise, japonaise) permettent de limiter les risques sans pour autant stabiliser la région.

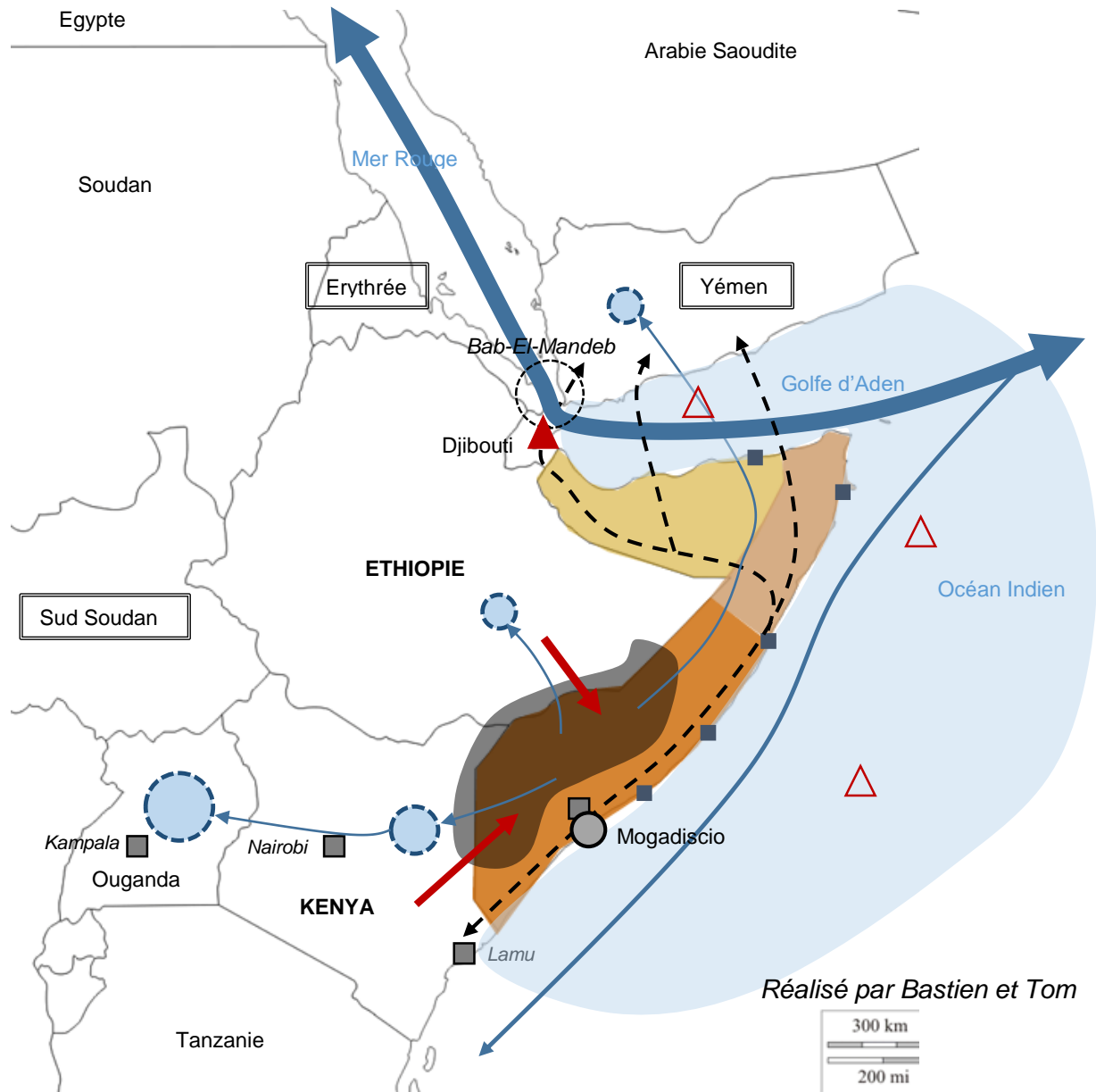
Ainsi, nous pouvons dire que la piraterie somalienne est due aux conditions de vies extrêmement difficiles, notamment à cause de la guerre civile présente depuis les années 1980. La surexploitation des ressources halieutiques, la famine et le manque de travail, poussent les pêcheurs locaux à se tourner vers la piraterie. Pourtant la piraterie n'est qu'une des composantes du conflit. Les grandes puissances se contentent seulement de se protéger sans chercher à stabiliser la région.

*Rédigé par Bastien et Tom.*

Sources :

- **S. EKLOF AMIRELL**, La piraterie maritime en Afrique contemporaine, Politique Africaine, 2009. Cairn.info
- **Vice-amiral G. VALLIN**, La lutte contre la piraterie au large de la Somalie, revue Echogéo, 2009.
- **S. MINKOWSKI**, La Somalie, piraterie et affairisme, Blog du Monde Diplomatique, 2011

Figure 4- les conflits dans la Corne de l'Afrique



**La Somalie est un Etat failli depuis 30 ans qui se décompose ...**

- Trois « Etats » en conflits
  - Somaliland
  - Puntland
  - Somalie
- Un enjeu symbolique, la capitale
- Un mouvement djihadiste, Chebab

**... au sein de la Corne de l'Afrique, une zone grise de la mondialisation ...**

- Yémen Etats faillis (en guerre « civile »)
- Réfugiés somaliens
- ↔ Flux des illégalismes (Qat, armes ...)
- Interventions militaires en Somalie
- Attentats terroristes (CHEBAB)

**... insérée dans la mondialisation.**

- ↻ Axe des conteneurs
- Ports pour la piraterie
- Détroit (seuil stratégique)
- Zone de piraterie (et diffusion)
- ▲ Bases militaires des grandes puissances (France, Etats-Unis, Chine ...)
- △ Flottes militaires (ATALANTE)

L'Etat Islamique est un groupe terroriste d'idéologie salafiste djihadiste né en 2006 dont l'ambition est de recréer un Califat au Proche et au Moyen-Orient. Son moyen d'action est la guerre "hybride" ; un détournement des moyens de guerre conventionnels pour frapper de manière asymétrique. Né des échecs des interventions américaines au Moyen Orient et de l'effondrement des Etats issus des nationalistes arabes (parti Ba'as), Daesh se différencie des autres groupes islamistes djihadistes en se concentrant principalement sur la conquête d'un territoire et la formation d'un Etat d'abord en Irak puis en Syrie. Cependant, il continue, à l'échelle régionale et mondiale, la lutte contre les États arabes, la Russie et l'Occident aux moyens d'attentats touristiques même si ce n'est plus leur but premier. L'État Islamique a également remis sur le devant de la scène les tensions ancestrales entre sunnites et chiites. La violence de ce groupe terroriste pour éradiquer ses ennemis et contrôler le territoire conquis est sans limite. Comment définir l'Etat Islamique (Daesh), ses objectifs et comment lutter contre ?

À partir de 2013, Daesh intervient dans la guerre civile syrienne. La distribution d'une aide humanitaire rend l'organisation populaire auprès des populations civiles. Dans le même temps, sa puissance militaire lui permet d'envahir l'est de la Syrie puis de s'étendre vers le sud et vers l'ouest du pays. L'Etat Islamique va également prendre contrôle de la stratégique ville de Raqqa et de la ville antique de Palmyre. Cette stratégie est une première approche dans la conquête du territoire syrien.

Après avoir pris de nombreuses zones stratégiques en Irak comme la ville de Mossoul en aout 2014, de nombreux territoires proches de Bagdad ainsi que des gisements pétroliers ou des barrages sur le Tigre et l'Euphrate, l'action de Daesh va s'étendre à l'ensemble de la Syrie, et se dissocier de la guerre civile. Pour s'étendre, Daesh profite de sa puissance militaire renforcée par le butin matériel pris à l'armée régulière irakienne.

L'avancée de ce groupe terroriste se caractérise par des massacres de masse, l'enrôlement des populations locales (notamment sunnites) et un exode massif de populations civiles syriennes ou/et irakiennes. En effet, les populations considérées comme apostats (les chiites) ou bien comme mécréantes ...

(les minorités chrétiennes ou yézidis), les opposants politiques ... ont dû s'enfuir pour échapper à la violence de l'EI. Au contraire, d'autres populations sunnites qui étaient jusqu'alors opprimées et dominées par les États (dominés par les chiites) ont accepté de rejoindre l'EI. Au fur et à mesure de sa progression, Daesh développe une organisation administrative et possède désormais des ministères, une bureaucratie, une monnaie et même des bureaux de postes Pour s'assurer le soutien des populations, Daesh va même jusqu'à endosser un rôle social pour remplacer les États défaillants.

Pour assurer ses fonctions étatiques, Daesh a besoin de financement. L'addition de ses différentes sources de financement représente un revenu quotidien estimé à plus de 3 millions de dollars, ce qui en fait une des organisations terroristes les plus riches de l'histoire. Les sources de financement de Daesh sont très diverses, allant du trafic d'êtres humains à la vente du pétrole en passant par le commerce d'antiquités sur le marché noir international.

Au début de son existence, Daesh était financé par de riches donateurs des pays du Golfe, notamment du Koweït, du Qatar ou de l'Arabie Saoudite pour faire face au gouvernement dominé par les chiites en Irak. Ce financement a cessé lorsque le groupe a dévié de son but premier, combattre le gouvernement de Bagdad et a commencé à mener des attaques terroristes. En occupant des territoires, Daesh prélève un impôt et laisse se poursuivre les activités économiques L'État Islamique disposait déjà de plus de 8 millions de \$ par mois avant la capture de Mossoul. En effet, lors de la capture de Mossoul, Daesh a vidé les réserves de toutes les banques de la ville, notamment celle de la Banque Nationale Irakienne, remplie d'or, et a récolté un butin évalué à plus de 430 millions de dollars.

Aujourd'hui, la majeure partie des revenus provient des recettes pétrolières. La vente quotidienne au marché noir de plus de 35 000 barils de pétrole irakien et syrien représente quasiment des recettes évaluées à 1,2 millions de dollars. Ce brut, qui transite par des camions citernes, rejoint surtout la Turquie pour être vendus sur le marché mondial. Une partie du financement de ...

l'organisation provient aussi d'autres illégalismes : l'État Islamique est également suspecté de vendre des antiquités extraites de sites archéologiques, comme celui de Palmyre. Enfin, Daesh se finance également par des moyens plus communs pour une organisation terroriste, donc le racket, le trafic de drogue, le kidnapping ou encore la vente de femmes et d'enfants en tant qu'esclaves sexuels.

L'affaiblissement du pouvoir de Bachar-al-Assad ainsi que le manque de réactivité de la communauté internationale permettent à Daesh de continuer à se battre et à conquérir de nouveaux territoires. En 2015, on estime qu'il y a plusieurs dizaines de milliers de combattants rien qu'en Syrie. Daesh recrute également de nombreux jeunes dont une partie dans les pays occidentaux, environ 30 000 combattants étrangers y participent. Les massacres, attentats et assassinats se généralisent depuis cette augmentation de la puissance de l'Etat Islamique. De nombreux symboles historiques et religieux sont également détruits par Daesh comme des sculptures antiques du musée de Mossoul ou encore la prise puis la destruction de temples de Palmyre. La violence de Daesh ne semble avoir aucune limite. Le groupe est pourtant en conflits avec tous les autres acteurs dans la région.

Si de nombreux groupes terroristes islamistes commettent des attentats autour du monde, ils ne sont pas alliés. Contrairement à ce que beaucoup pensent, une concurrence est présente au sein de ces groupes terroristes islamistes notamment en Irak, en Syrie et en Lybie dans les territoires de l'EI. Le groupe AQMI (Al-Qaida au Maghreb Islamique) responsable de nombreuses attaques dans sa région de prédilection a par exemple rejeté le califat que souhaite instaurer Daesh. Le Front Al-Nosra et le Front Islamique ne s'y sont eux pas alliés non plus. L'Etat islamique doit aussi faire face à des acteurs extérieurs au Proche et au Moyen Orient.

Les démocraties occidentales sont en effet une nouvelle cible privilégiée de ce groupe terroriste. De nombreux attentats ont été perpétrés en Europe ces dernières années, le but étant de créer le trouble, la peur et l'insécurité. Ce mode d'action correspond au principe de guerre hybride : en Syrie et en Irak, Daesh cherche à créer un État en attaquant directement les populations locales comme une armée régulière.

Au contraire, en Occident tout comme en Turquie ou dans les Etats arabes, ce groupe mène des attaques ciblées, organisées par quelques terroristes se frayant dans la population et faisant toujours plus de victimes. À chacune de ses attaques, le monde entier est ébranlé par la barbarie de ces djihadistes qui n'hésitent pas à sacrifier leur vie pour enlever celle de dizaines d'innocents. Les attentats de Paris illustrent la violence des attaques de Daesh, les lieux ciblés sont toujours symboliques : un café, une salle de spectacle, un aéroport, les locaux d'un journal satirique s'étant moqué de l'Islam, une station de métro, une épicerie Kasher... Les terroristes sont généralement des européens étant partis faire le djihad après s'être radicalisés.

En 2014, en réponse à l'expansion fulgurante de l'EI en Syrie et en Irak, et au danger que ce dernier représente à l'échelle internationale, la coalition arabo-occidentale en Irak et en Syrie est formée, afin d'intervenir militairement contre l'EI. Dirigée par les Etats-Unis, elle rassemble vingt-deux pays (dont la France, l'Arabie Saoudite, l'Australie, le Canada et le Royaume-Uni). Cette coalition mène des interventions majoritairement aériennes, non seulement par soucis de sécurité et de précision mais également à cause de la complexité des tensions limitant des interventions au sol. Cela explique le grand nombre d'avions, de drones ou de porte-avions, engagés, par les pays membres de cette coalition.

La participation de la France à cette coalition, à partir du 20 septembre 2014, est à l'origine de l'Opération Chammal. Cette opération, répondant à la demande du gouvernement Irakien, mobilise les armées françaises en Irak pour assurer un soutien aérien aux forces armées locales dans leur lutte contre Daesh. Elle s'étend, en 2015, à la Syrie, dans le but de neutraliser les camps d'entraînement de l'EI. Un grand nombre d'aéronefs et de forces navales sont mobilisées dont un porte-avion nucléaire, le *Charles de Gaulle*, et des avions de chasse type *Rafale*.

Tous les pays du sous ensemble régional interviennent directement et indirectement dans le conflit. Un front d'obédience chiite s'organise autour de l'Iran face au prétendu État Islamique.



Il associe militairement et idéologiquement les alaouites syriens (le groupe ethnico-religieux du clan Assad), le Hezbollah libanais (et ses milices), l'armée irakienne dominée par la majorité chiite et la République Islamique d'Iran. Cet ensemble forme une ligne de la Caspienne à la Méditerranée.

Un second front sunnite associe de nombreux pays de la région autour de la monarchie saoudite sunnite et wahhabite. Toutes les monarchies du Golfe notamment le Qatar et le Koweït, la Jordanie et en partie l'Égypte forment un front sunnite qui s'opposent à la fois à l'État Islamique mais aussi aux États et groupes chiites. Pourtant, à l'origine, Daesh a été soutenu par de riches familles salafistes des États du Golfe. L'extrême radicalité du groupe terroriste et son soutien aux opposants des familles régnantes ont largement contribué au retournement des puissances sunnites.

La Turquie est un autre acteur majeur du conflit mais son action est plus difficile à définir. C'est une puissance sunnite, membre de l'OTAN et candidat à l'entrée dans l'Union Européenne, gouvernée par des islamistes modérés. L'AKP, dirigé par Recep Erdogan, lutte officiellement contre l'État Islamique (surtout depuis les attentats à Istanbul) tout en laissant les combattants étrangers traverser la frontière turco-syrienne. De même, les ressources pétrolières de l'État Islamique aboutissent ou transitent par le sud du territoire turc. La Turquie vise en fait plus à lutter contre les kurdes (présents dans quatre États de la Région – Turquie, Iran, Irak et Syrie) et surtout contre la naissance d'un État kurde autonome et/ou indépendant.

Enfin, Israël, encore largement en dehors du conflit, est l'une des cibles revendiquées par l'État Islamique. Tout comme le Liban, la proximité des théâtres d'opération, commence à inquiéter l'État hébreux.

Afin de lutter contre Daesh, les puissances aussi bien régionales que mondiales utilisent les forces aériennes et les forces spéciales. Pour lutter efficacement contre l'État Islamique, elles doivent pourtant envisager l'envoi de forces terrestres. C'est-à-dire l'unique possibilité d'abattre l'organisation mais tous les acteurs y répugnent. En effet, cet envoi signifierait s'engager dans une guerre asymétrique problématique pour les armées occidentales

Comme ce fut le cas pour Les États-Unis lors l'intervention en Irak mais aussi en Afghanistan : bien qu'étant la première puissance militaire, ne sont jamais parvenus à battre les talibans ou les différentes forces d'opposition irakiennes.

L'autre obligation, autant pour les pays arabes que pour les nations européennes, est de réguler et de contrôler les jeunes qui partent pour rejoindre les forces de l'État Islamique. Le groupe utilise aussi bien les réseaux sociaux sur internet ou les mosquées salafistes (ou radicalisées) pour recruter des jeunes issus de la communauté musulmane ou dans les convertis en Europe. Les États et les sociétés civiles en France, en Belgique mais aussi en Tunisie ou en Turquie par exemple doivent lutter contre l'endoctrinement et le départ de jeunes radicalisés et souvent marginalisés. L'autre enjeu est de contrôler et de tenter de réinsérer les jeunes qui rentrent de Syrie ou d'autres théâtres d'opération de Daesh. Entre prisons, déchéances de nationalité, programmes de dé-radicalisation ... les solutions sont pour l'instant dérisoires face aux milliers de jeunes qui se battent ou souhaitent s'engager dans les rangs de l'État Islamique. Le risque majeur est de produire ou de fantasmer un ennemi intérieur dans les démocraties occidentales.

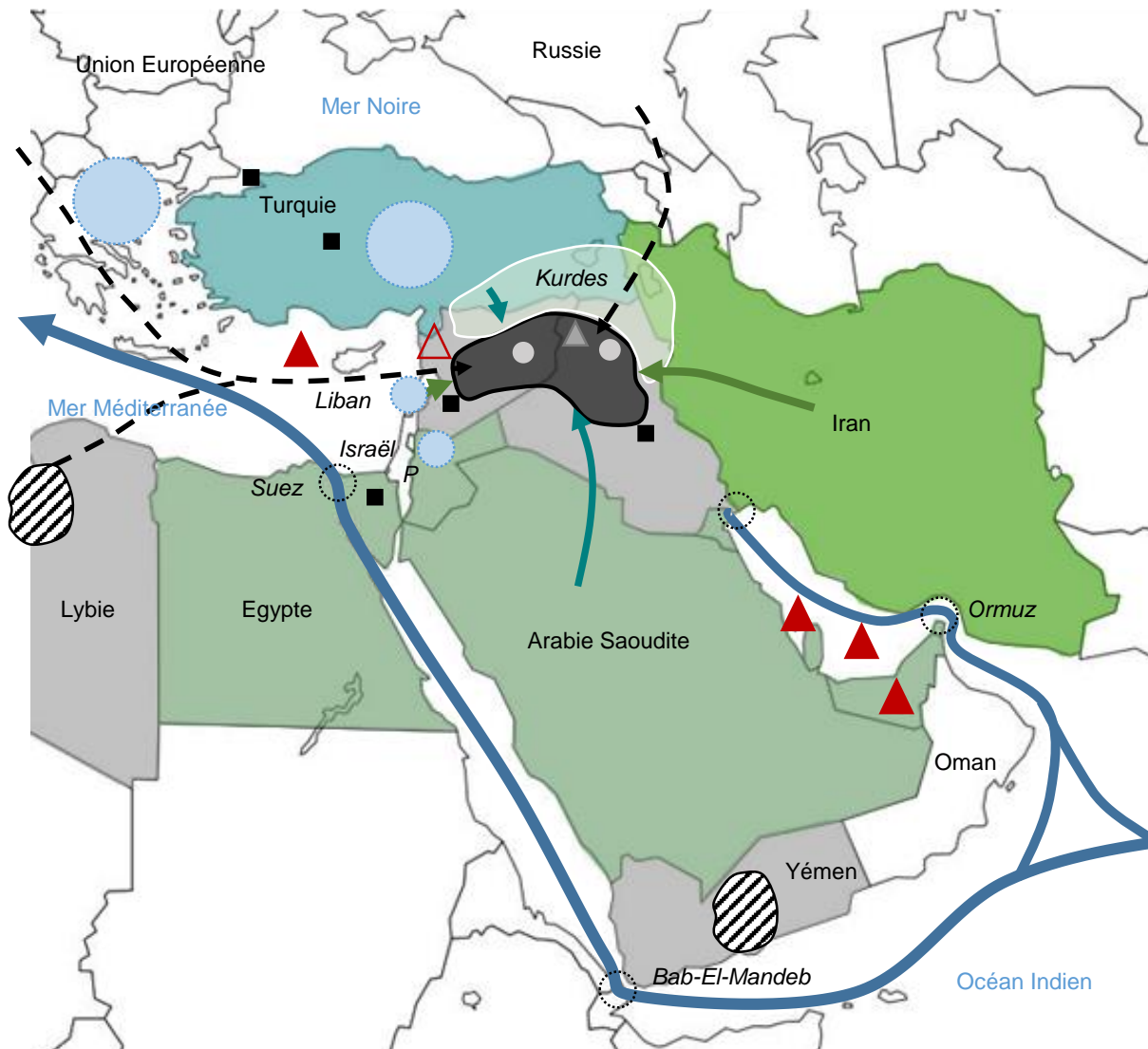
Enfin, à toutes les échelles, Daesh façonne une « géopolitique du chaos » : aucun acteur n'est assez puissant pour imposer une solution mais tous les acteurs sont assez forts pour bloquer les tentatives de règlement. Chaque acteur joue sa propre partition.

*Rédigé par Hugo, Ulysse et Victor.*

Sources :

- L'implacable progression de l'EI, cartes extraites de l'OBS, 2015.
- P. GOURDIN, Daesh restaure le Califat, Diploweb, 2015.
- B. TRATNJEK, Géographie de la ville en guerre, Syrie, cartographie la guerre, 2013.

Figure 5 – Daesh et le Moyen Orient



**Daesh, un « nouveau Califat » et un nouvel Etat ...**

- Un territoire né de la conquête
- Deux capitales, Raqqa et Mossoul
- Une ressource : le pétrole
- Des djihadistes étrangers
- Nouveaux fronts de l'EI

**... ce qui reconfigurent le jeu des puissances régionales ...**

- Un front Nord – Sud : les sunnites
- Un front Est – Ouest : les chiites
- La Turquie, acteur dual
- Les Kurdes, nouvel acteur
- Israël épargné ?

**... et provoquent des impacts à l'échelle mondiale.**

- Attentats suicides
- Axe maritime (pétrole, conteneurs)
- Détroits, seuils stratégiques
- Les flux de réfugiés
- Les forces occidentales et russes

*P – Territoires palestiniens*

Réalisé par Hugo, Ulysse et Victor.

Les conflits au Mali et dans la bande sahélienne sont séculaires. En effet, la région comprend une grande diversité d'ethnies : au Nord les Touaregs forment la majorité de la population face à une population noire africaine dans le Sud. La colonisation n'a fait que regrouper les diverses populations dans un même et seul pays en gelant les conflits jusque dans les années 60. Divisions et regroupements sont à l'origine des tensions au sein des frontières fixées par le colonisateur d'autant plus que les Touaregs, « les anciens maîtres du désert » ont perdu le pouvoir au profit des populations du Sud. Les ethnies du Sud (Bambara, Peuls, Senoufo ...) disposent de la capitale, Bamako, du pouvoir politique et économique. Ainsi plusieurs conflits se sont développés et se renouvellent à différentes échelles. Quels sont les enjeux et les acteurs du conflit au Mali ?

Avec plus d'un million de km<sup>2</sup>, le Mali est le deuxième plus grand pays d'Afrique de l'Ouest. Son territoire est constitué au deux tiers du Sahara méridional, où vit une population nomade musulmane, principalement Touareg. Le milieu, un reg, un désert de pierres associant des plaines entaillées et des massifs montagneux est hostile aux hommes. Historiquement, l'élevage, les razzias et le commerce ont permis la domination des Touaregs mais l'indépendance du Mali renforce la crise de l'agro-pastoralisme et des échanges sahariens. Le Nord est en crise et la précarité des populations pousse à des logiques de survie en partie vers les activités illicites. Dans le nouvel Etat, le Nord manque d'infrastructures, d'investissements et d'accès à l'eau ce qui crée des tensions entre les différentes populations. Le Nord se sent marginalisé et s'enfonce dans le mal développement.

Le sud du Mali, qui concentre 90 % de la population, est constitué en majorité d'une population noire africaine vivant principalement de l'agriculture. Le secteur primaire représente 80 % de l'emploi. Connecté à Abidjan et Dakar, le Sud subit moins les contraintes de l'enclavement. Une partie de la production agricole est exportée surtout par la route. L'accès à l'éducation et la santé est meilleure dans la partie sud du pays ce qui crée des inégalités.

Le Mali est un pays au PIB et à l'IDH faible (IDH de 0,344 en 2012) et qui est politiquement instable. On peut parler d'un État failli, fragilisé notamment à cause du coup d'Etat de 2012 qui s'est produit dans la capitale, Bamako. Ce coup d'État s'inscrit dans les difficultés de Bamako à contrôler le Nord et sert de prétexte aux Touaregs révoltés pour proclamer l'indépendance d'un nouvel État dans le Sahara malien : l'Azawad.

Très rapidement dépassés, les rebelles Touaregs s'associent avec des professionnels du djihadisme : AQMI. Al-Qaïda au Maghreb Islamique est un lointain descendant de la guerre civile algérienne. Il survit dans les marges méridionales et sahariennes de l'Algérie, de la Lybie et de la Mauritanie. D'autres groupes islamistes et terroristes sont présents : le MUJAO, Ansar Din ... Tous les groupes profitent de la faiblesse des Etats et de l'immensité saharienne, impossible à surveiller et à contrôler. Ils contrôlent la plupart des trafics de la « Méditerranée africaine » : drogues, cigarettes, armes, migrants ... Ils pratiquent aussi les enlèvements d'occidentaux pour obtenir des rançons. Toutes les groupes s'enrichissent et se renforcent dans les marges, les « zones grises » du Sahara. Ils attendent la dislocation d'un des Etats.

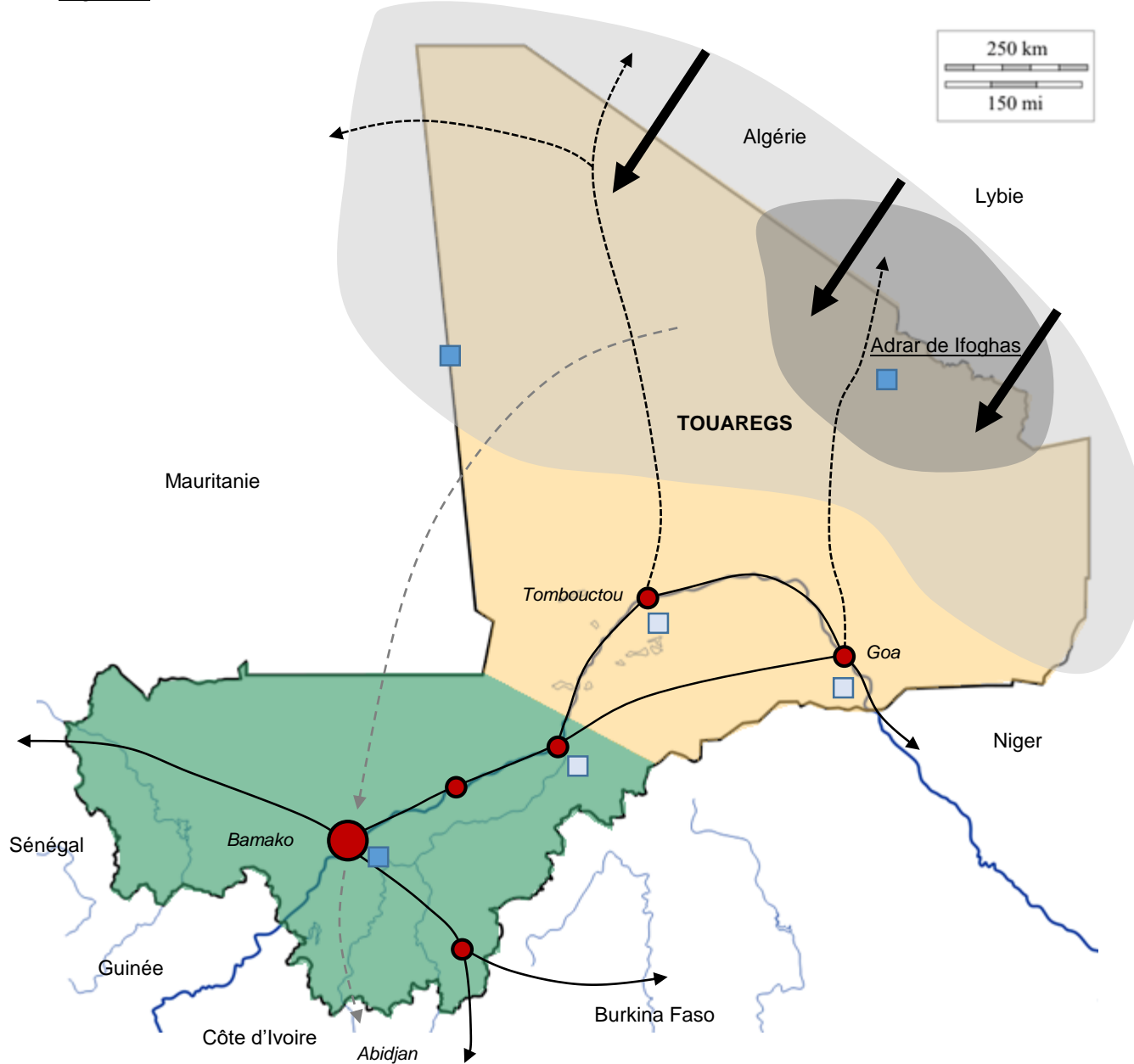
L'effondrement du Mali favorise l'intervention française dans le cadre de l'ONU. L'opération Serval stoppe et repousse les djihadistes. La France reste présente dans le cadre de Barkhane mais sur plusieurs pays, de la Mauritanie au Tchad. Au côté de la MINUSMA, elle cherche à contrôler les routes des trafics et à frapper les groupes terroristes. Pourtant, les quelques 6 500 hommes présents n'ont pas pu empêcher les attentats terroristes de Bamako et d'Abidjan. Les conflits continuent et se nourrissent de la guerre en Lybie et de Boko Haram au Nigéria.

*Par Joanne, Claudia et Zoé.*

Sources :

- L'Afrique saharienne en ébullition, carte du Monde diplomatique.
- **P. BOILLEY**, Mali, quel passé, pour quel futur ? Libération, 2013.
- **Y. PLANTADE**, Le Monde Afrique, Le Mali, 2012.

Figure 6 – Les conflits au Mali et dans le Sahel



**Un Etat, deux Afriques ...**

- Afrique sahélienne (agriculture, savane et population noire africaine)
- Afrique saharienne (peuple nomade, musulman, peuplement touareg)
- Capitale d'un Etat failli

**Il- en crise et en conflits permanents ...**

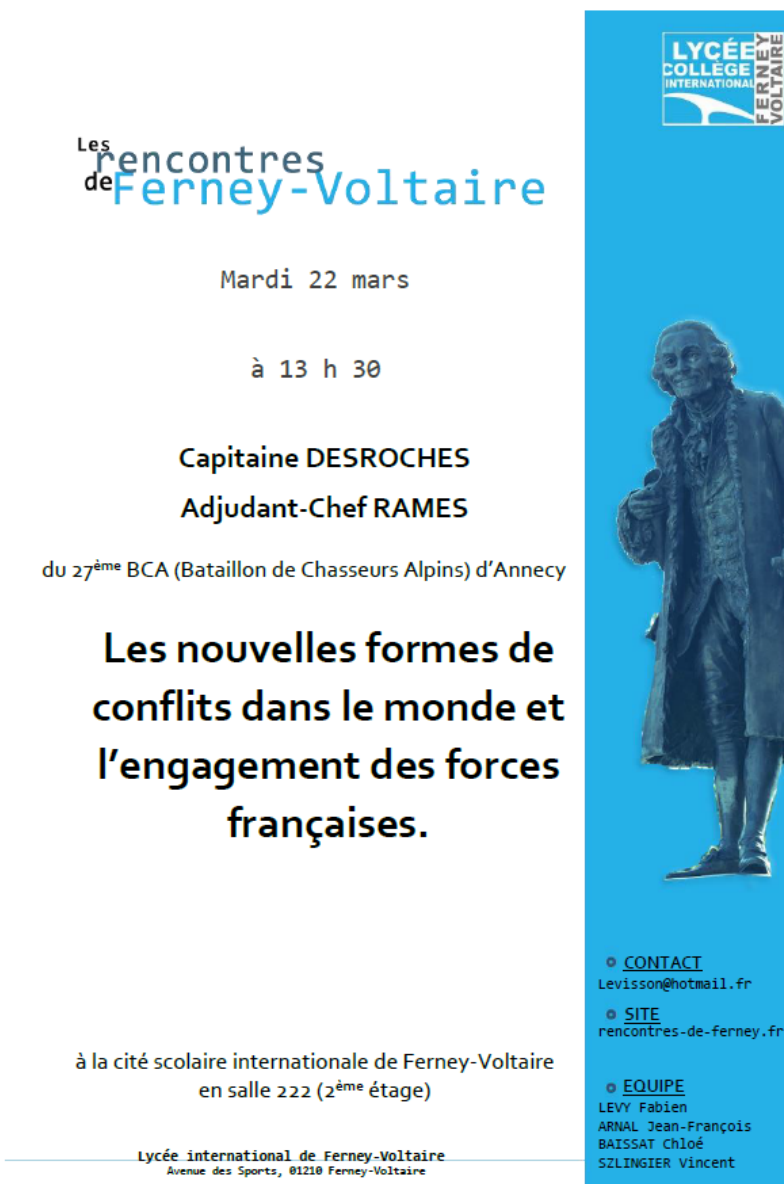
- Zone grise
- TOUAREGS** Mouvement indépendantiste
- Attentats terroristes
- Flux des illégalismes (trafics, migrants ...)

**... qui a pris une ampleur régionale et mondiale.**

- Bases militaires françaises (Opération BARKHANE)
- Offensives djihadistes
- MINUSMA (ONU) Etats africains voisins

*Par Joanne, Claudia et Zoé.*

Figure 7 – affiche des « rencontres de Ferney »



LYCÉE COLLEGE INTERNATIONAL FERNEY-VOLTAIRE

Les rencontres de Ferney-Voltaire

Mardi 22 mars

à 13 h 30

Capitaine DESROCHES  
Adjudant-Chef RAMES

du 27<sup>ème</sup> BCA (Bataillon de Chasseurs Alpins) d'Annecy

**Les nouvelles formes de conflits dans le monde et l'engagement des forces françaises.**

à la cité scolaire internationale de Ferney-Voltaire  
en salle 222 (2<sup>ème</sup> étage)

LYCÉE INTERNATIONAL DE FERNEY-VOLTAIRE  
Avenue des Sports, 01210 Ferney-Voltaire

CONTACT  
Levisson@hotmail.fr

SITE  
rencontres-de-ferney.fr

EQUIPE  
LEVY Fabien  
ARNAL Jean-François  
BAISSAT Chloé  
SZLINGIER Vincent

### Quelques questions imaginées et proposées par les élèves

(Les questions en gras sont les thèmes sélectionnés pour les conférences)

#### L'engagement et l'image de la France à l'étranger.

- 1- Pourquoi ne pas envoyer de troupes au sol en Syrie ou en Irak ?
- 2- Quels sont les intérêts de la France lors de ses interventions au Mali (Sahel) et en RCA ?**
- 3- Quelle image l'armée renvoie-t-elle en France ? Dans les autres pays européens ? et dans les pays dans lesquels nous intervenons ?

#### L'engagement personnel pour être militaire

- 1- Quelles sont les motivations pour devenir militaire ?
- 2- Est-ce que ce métier ne conduit pas à la routine ?
- 3- Comment les militaires sont-ils affectés par la pratique de la guerre ?
- 4- Comment obéir à des ordres qui semblent illégitimes ou dangereux pour sa vie ?
- 5- Quel est le rôle d'un officier face à ses soldats ?
- 6- Comment gérer sa peur et quelle relation entretenez-vous avec la mort ?**

#### La guerre aujourd'hui

- 1- En combien de temps se prépare une OPEX ?
- 2- Comment définir la guerre et les combats aujourd'hui ?
- 3- Quelles sont les différentes missions des forces françaises à l'étranger ?
- 4- Quel est le rôle du renseignement dans les conflits ?**
- 5- Le renseignement humain est-il remplacé par les technologies du cyber et du numérique ?**
- 6- Qui sont les alliés de la France et comment s'organise les coopérations interarmes ?
- 7- Comment définir la guerre asymétrique, les conflits de faible intensité, les enfants soldats, les frappes chirurgicales ?**
- 8- Comment définir et reconnaître l'ennemi ?

#### Comment devenir militaire ?

- 1- Qu'est-ce qu'une préparation militaire ?
- 2- Comment associer les deux mondes, militaire et civil ? Est-ce facile de revenir dans la société civile ?**

## Prise de notes ...

Le mardi 22 Mars 2016, nous avons accueilli le capitaine Desroches, l'Adjudant-chef Rames et l'Adjudant Abbonen, représentants du 27<sup>ème</sup> Bataillon des Chasseurs Alpins d'Annecy, dans le cadre du Trinôme Académique de Défense et des rencontres de lycée de Ferney-Voltaire.

La conférence du matin s'est déroulée en deux temps : les militaires présentaient six thèmes et entre chacun, le public composé de 4 classes de terminales, et les élèves du trinôme, pouvaient poser des questions en rapport avec le thème présenté. L'après-midi, les militaires étaient avec les professeurs de la Cité Scolaire pour une autre conférence.

Lors de la conférence, les militaires ont regroupé toutes nos questions en six points présentés à l'aide d'un powerpoint : les conflits post-guerre froide, les engagements de la France à l'étranger, l'armée et la société française, l'armée de terre dans le cadre international, l'armée : un métier monotone et le militaire : robot insensible ?

Sur les conflits post-Guerre Froide, les militaires nous ont expliqués les différents types de conflits qui ont rythmé le XX<sup>ème</sup> siècle, entre autres, les conflits symétriques, les conflits dissymétriques, les conflits asymétriques et aujourd'hui les conflits hybrides, et ils nous ont aussi expliqué à quelles nouvelles menaces l'armée doit faire face (comme les cellules dormantes ou les enfants-soldats). Selon eux, l'armée française s'adapte en utilisant principalement le renseignement de type ROIM (image satellite ou drones), ROEM (analyse des données immatérielles), ROHUM (renseignements obtenus par l'homme). Il est primordial d'avoir l'ensemble de ces renseignements pour pouvoir faire des frappes chirurgicales, et ainsi de limiter les victimes collatérales. L'utilisation de drones armés est interdite dans l'armée française en raison d'une barrière éthique (contrairement aux États-Unis).

Le deuxième thème portait sur les engagements de la France à l'étranger. Les militaires nous ont donc expliqué quelques conflits où la France était engagée comme l'opération BARKHANE, qui a lieu au Mali, à la demande du gouvernement malien. Plus de 3 500 militaires français sont engagés dans cette opération. L'opération CHAMMAL qui a lieu en Irak et qui vise à soutenir l'armée Irakienne avec des frappes aériennes dirigées contre DAESH (ou l'État Islamique), en Syrie et en Irak, mais aucune troupe au sol n'est déployée en raison d'un conflit diplomatique avec la Syrie.

Figure 8 - des images de la conférence ...



Des images de la conférence ...

## Prise de notes ...



Le troisième thème avait pour objectif de nous faire comprendre l'évolution des relations entre l'armée et la société française depuis 1945. Aujourd'hui, beaucoup plus de français ont confiance dans l'armée, et la communication est renforcée, le simple fait de cette conférence marque une volonté de communication avec la population. L'armée est rassurante surtout dans le cadre de l'état d'urgence et dans le contexte actuel des attentats.

Le quatrième thème vise à montrer le rôle de l'armée française au niveau international. L'ONU est une des composantes majeures de l'emploi de forces françaises. C'est à la demande de l'ONU que la France intervient en République de Centrafrique (RCA). Au Liban, la France intervient dans le cadre d'une mission de l'ONU comme force dissuasive et d'interposition. L'Union Européenne, l'OTAN et les accords de coopération avec les anciennes colonies sont les autres principales alliances de la France.

Pour le cinquième thème, on change de sujet pour ne plus parler de l'armée en général mais du métier de militaire, ce que cela représente réellement. Dans l'armée, il y a une seule profession : soldat mais l'armée propose une centaine de spécialisations. Le soldat est soumis au code du soldat, qui indique que le soldat est maître de sa force, qu'il obéit aux ordres donnés pour défendre la France et ses valeurs, et qui se doit de refuser un ordre s'il lui paraît illégitime, injuste, ou injustifié.

Et enfin pour finir, dans le dernier thème, les militaires ont expliqué qu'ils ne devaient pas rester muet et ne rien ressentir, bien au contraire, mais ils devaient faire face et ils sont entraînés pour faire face moralement. Leur rapport à la mort n'est pas le même qu'un civil car ils la voient souvent, et peuvent la recevoir, la donner, ou même l'ordonner.

Ainsi, au cours de cette demi-journée, nous avons découvert ce qu'était la vie de militaire, les opérations que mènent la France en son nom à l'étranger aujourd'hui et l'évolution des conflits depuis 1945. Il aurait été préférable d'avoir plus de temps pour approfondir certains sujets avec les militaires notamment sur la réalité des conditions de vie des soldats et sur le recrutement.

Tous nos remerciements aux capitaines Desroches, à l'adjudant Richard et au chef adjudant Rames.

*Rédigé par Jules, Joyce et Simon.*



## Un enjeu majeur : le terrorisme

Le terrorisme, c'est d'abord pratiquer la terreur c'est-à-dire commettre un acte spectaculaire et médiatisé qui par sa nature et son ampleur choque la société. Un acte terroriste vise donc à intimider une population (et donc par conséquent son gouvernement) dans le cadre d'un régime démocratique. L'objectif est de contraindre à agir ou ne pas agir. Le terrorisme a donc un objectif politique mais il est avant tout psychologique. En effet, un groupe peut avec des moyens humains et militaires réduits provoquer des conséquences majeures à toutes les échelles (par exemple lors des attentats du 11 septembre 2001). C'est donc une forme de la guerre asymétrique et de faible intensité. Les objectifs visés sont inversement proportionnels aux moyens employés.

Le terrorisme existe depuis l'Antiquité par exemple avec les zélotes juifs face à l'occupation romain mais aussi Moyen-Age avec la secte des « Assassins » dans le monde arabo-musulman. Les actes terroristes au XIX<sup>ème</sup> siècle se concentrent sur les chefs d'Etat et de gouvernement (par exemple en Russie). Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les actes terroristes visent prioritairement les civils en masse. En effet, tuer plusieurs dizaines ou centaines de civils, surtout dans une démocratie occidentale, est beaucoup plus marquant et efficace que de s'en prendre à un représentant de l'Etat. Ainsi, frapper à l'aveugle et en masse s'avère à la fois plus simple et plus efficace surtout si les attaques sont simultanées.

Le terrorisme fait coexister plusieurs formes :

- le terrorisme individuel souvent anarchiste ou religieux.
- le terrorisme organisé qui s'affirme dans les années 60 (dans le cadre de la Guerre-Froide). Des mouvements radicaux d'extrême gauche (marxiste, anarchiste) et d'extrême droite (d'obédience fasciste ou nationaliste) se considèrent comme des « résistants » qui luttent contre un Etat oppresseur. C'est le cas de l'OLP en Palestine, de l'IRA en Irlande ou de l'ETA en Espagne.

- le terrorisme d'Etat ou instrumentalisé par un Etat. Il se développe aussi dans la Guerre Froide. Les services secrets pratiquent un terrorisme souvent indirect (par l'utilisation de mouvements terroristes) et pratiquent l'enlèvement, la séquestration ou l'assassinat.

- le terrorisme économique qui se développe aussi à partir des années 70. L'objectif est de déstabiliser un Etat ou une entreprise en s'attaquant à ses intérêts économiques par exemple sur le prix des matières premières ou sur des technologies.

- la dernière forme est la plus contemporaine. C'est le cyberterrorisme. Dans le cadre du développement des technologies de l'information et des télécommunications, l'attaque vise à atteindre le fonctionnement d'une organisation (de l'Etat à la FTN).

Le terrorisme est majoritairement non religieux dans l'histoire. Tous les mouvements partagent la volonté de construire un projet politique (souvent utopique) qui légitime l'acte et l'action terroristes.

Le terrorisme s'attaque prioritairement aux grands organismes métropolitains à l'échelle mondiale. C'est le cas de New York, de Londres, de Paris ou de Moscou. Au sein des métropoles, ils se concentrent dans les lieux publics : centres commerciaux, transports en commun, espaces du religieux, complexes sportifs/ou de spectacles et surtout les « territoires symboliques » porteurs d'une identité pour un groupe national, ethnique ou religieux.

A l'échelle mondiale, le terrorisme se concentre dans trois grandes aires géographiques : le monde occidental (Amérique du Nord et Europe occidentale), le monde arabo-musulman dans l'arc de crise qui s'étend du Maroc à l'Indonésie et aujourd'hui dans l'Asie du Sud Est. Le terrorisme tend à se diffuser depuis la fin du XX<sup>ème</sup> siècle en Afrique et en Asie centrale.

Les mouvements visent les « aires de puissance » mais ils se concentrent dans les « zones grises » de la mondialisation. Quelques territoires sans Etat, en conflits permanents, profondément mal-développés concentrent les mouvements terroristes. Ils sont aussi les « espaces des trafics » qui nourrissent les mouvements terroristes.

*Par Anaïs, Marion, Hugo et Quentin.*



## Une réponse : le droit international

Le droit de la guerre et le droit international se sont progressivement construits au XIX<sup>ème</sup> et au XX<sup>ème</sup> siècles pour faire face aux guerres totales qui, lors des montées des extrêmes, atteignent des paroxysmes : le bombardement stratégique et le génocide. Le droit est né dans un cadre interétatique lors de grandes conventions comme celle de Genève. Le procès de Nuremberg en 1945 est une sorte d'aboutissement en jugeant les crimes et les criminels nazis pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Pourtant depuis la fin de la Guerre Froide en 1991, les conflits connaissent de profondes mutations. Le droit international est-il en mesure de répondre aux nouveaux enjeux et aux nouveaux acteurs des conflits ?

Tout d'abord, il semble indiscutable que le droit international, à travers les solutions qu'il s'efforce d'avancer, accentuent les fractures qu'il tente de résorber et donne ainsi naissance à de nouveaux conflits. Premièrement, face aux conflits militaires, la communauté internationale a souvent considéré comme prioritaire la protection des populations locales : c'est l'objectif des camps de réfugiés. Ces derniers, véritables « sanctuaires », sont fréquemment des espaces dans lesquels des conflits de différentes natures voient le jour. Ils sont moraux, parce que les enfants nés dans ces camps considèrent la vie qu'ils mènent comme une norme. Ils sont aussi économiques ensuite, tant ces camps manquent de moyens et doivent faire face à une pauvreté extrême et à des économies informelles. Par exemple, dans le camp de réfugiés d'Izmir en Turquie, des kits de survie « indispensables à la traversée » sont proposés aux migrants à des prix excessifs. C'est aussi des conflits militaires enfin, notamment lorsque ces camps sont des lieux de radicalisation et de reprise des conflits. Ainsi, en Ouganda, les camps de réfugiés ont été les lieux de naissance de la rébellion tutsi. A cela s'ajoute la question de la menace que représentent ces camps, d'autant plus aujourd'hui à l'heure où les réseaux terroristes utilisent des camps comme moyens de transit. Les acteurs du droit international sont instrumentalisés dans les lieux de protection des populations civiles mais peuvent-ils les laisser sans soutien ni protection ?

Par ailleurs, le droit international semble peiner à résoudre les conflits dans certains territoires. La ville constitue alors un espace clef dans les conflits modernes comme en témoignent les affrontements à Alep en Syrie. Lorsque l'adversaire utilise les populations urbaines civiles pour ne pas être reconnu, le droit international peut-il protéger les civils ou permet-il une attaque ? Le droit International semble être encore plus limité dans l'espace urbain en cas de guérilla. En effet, il semble clair qu'il ne puisse élever aucun rempart face aux attentats suicides. Là aussi, le droit international ne dispose pas des armes nécessaires pour lutter efficacement dans l'espace urbain. Enfin, le droit international apparaît comme impuissant face aux processus de nettoyage ethnique par exemple. En effet, il ne peut intervenir qu'a posteriori dans les processus de nettoyage ethnique. Vient ici l'exemple du Kosovo qui a vu de nombreuses populations victimes de nettoyage ethnique être déplacées. Comment le droit international peut-il faire cohabiter demain les bourreaux et les victimes d'hier ?

Finalement, il semble très clair que le droit international ait à faire face à de nombreuses limites qui l'empêchent d'être pleinement efficace dans les conflits du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Le droit international peut aussi prévenir et solutionner les conflits et semblent ainsi adapté aux enjeux contemporains. Pour commencer, le droit international a montré, au cours de l'histoire contemporaine, sa capacité à prévenir les conflits avant que ces derniers n'exploient. En effet, la négociation diplomatique représente une arme utile pour maintenir une relative stabilité. Par exemple, le conflit pour l'île de Bakassi ayant éclaté entre le Cameroun et le Nigéria a été solutionné grâce à l'intervention onusienne. L'île initialement camerounaise mais convoité par le Nigéria est restée sous la possession camerounaise car les négociations diplomatiques souhaitées ont fait reculer le Nigéria. Le droit international peut aussi apparaître comme une solution dans le milieu urbain. Durant le siège de Sarajevo, la coopération internationale a permis à l'Etat français de communiquer un plan de la ville aux autorités locales, limitant grandement les attaques sur les populations civiles. A l'échelle internationale, le droit international parvient parfois à apaiser les conflits sans néanmoins les résoudre totalement.

Ainsi, les sommets de Minsk sont partiellement parvenus à établir un temps d'apaisement des conflits en Ukraine. A défaut de pouvoir résoudre les conflits dans leur globalité, le droit international peut être employé pour apaiser provisoirement les tensions. Cependant, la multiplication récente des conflits a montré sans détour les limites face auxquelles bute le droit international.

Tout d'abord, de nombreux pays ayant participé aux conflits majeurs du XXI<sup>ème</sup> siècle n'ont, de manière générale, que rarement ratifié les traités internationaux. Ainsi, certains pays ont refusé de signer les conventions de Genève et renoncent à se séparer des armes chimiques.

Le droit international apparaît comme impuissant face ces pays qui s'adonnent à des dérives dangereuses comme la Syrie (soutenue et protégée par la Russie, disposant d'un droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU). La seconde limite du droit international est donc bien son manque de globalité, son incapacité à s'imposer internationalement. L'autre limite du droit international, c'est la façon dont celui-ci est employé. En effet, il est mis en avant quand il joue en faveur des pays mais est ignoré lorsqu'il gêne, lorsqu'il est supposé sanctionner les pays puissants. Il représente donc une armée utilisée à des fins politiques et n'est donc pas perçu comme un instrument neutre de la paix. Ainsi, des interventions militaires occidentales ont eu lieu sans toutefois être autorisées par le Conseil de Sécurité, seul organe onusien à même d'ordonner une action militaire comme contre la Lybie de Kadhafi.

Encore une fois, le droit international semble être limité, cette fois-ci par son incapacité à s'imposer comme une autorité supérieure aux grandes puissances. S'ajoute à cela l'impossibilité quasi totale de s'opposer aux puissances majeures (membres du Conseil de Sécurité, vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale) qui disposent du droit de veto. Le droit international est donc aussi limité par ce jeu d'alliances internationales établi entre une poignée de nations.

Au terme de cette réflexion, il semble que malgré des succès notables et une capacité à apaiser les conflits, le droit international soit grandement limité. Cependant, depuis quelques années, les lignes semblent bouger dans le but de bouleverser ces acquis, si bien que de nombreux pays réclament désormais un poste au sein du Conseil de Sécurité : l'Inde, le Brésil, l'Allemagne ou encore le Japon. Même au sein de la haute-sphère diplomatique, des personnalités mènent un combat contre cette hégémonie à l'instar de Kofi Annan qui prône une refondation totale du Conseil de Sécurité.

L'équilibre du monde dans les grands conflits contemporains ne peut plus dépendre de cinq grandes puissances mais bien plus de puissances régionales qui disposent d'une réelle capacité d'action.

*Par Axel et Benjamin.*

Sources :

- Droit des conflits armés, Ministère de la Défense, 2010.
- Carte de la Cour Pénale Internationale, Cartographie de Sciences Po, 2006.
- La France et la réforme de l'ONU, Franceonu.org, 2015.

**Chiisme** : branche de l'Islam reconnaissant Ali, neveu de Mahomet, comme son successeur.

**Conflit** : opposition entre plusieurs acteurs se disputant des ressources et/ou des symboles et des territoires.

**Droit d'ingérence** : droit donné en cas de force majeure par une instance supranationale à un ou plusieurs états de surpasser la souveraineté d'un état et d'intervenir dans ses affaires.

**État failli** : représente un État dans lequel rien ne fonctionne correctement, qui ne parvient pas à assurer ses missions essentielles, particulièrement le respect de l'état de droit.

**Frappes chirurgicales** : frappes précises n'infligeant des dommages qu'aux seules cibles visées.

**Génocide** : extermination physique, intentionnelle et programmée d'une population ou d'une partie d'une population en raison de ses origines ethniques, religieuses ou sociales.

**Guerre** : forme armée d'un conflit.

**Guerre « hybride »** : mélange de pratiques de la guerre conventionnelle et de la guerre non conventionnelle.

**Les « illégalismes »** : ensemble de pratiques illégales visant l'enrichissement d'une personne ou d'un groupe (trafic d'armes, de drogues, etc.)

**Islamisme** : idéologie politique ayant une interprétation radicale de l'Islam, dans le but d'établir les textes sacrés comme seule source du droit.

**Mal développement** : développement freiné par des problèmes souvent structurels.

**Prédation** : volonté de s'accaparer, par la force ou par la ruse, un bien, une ressource ou un territoire.

**Réfugié** : statut donné à une personne vivant en dehors de son pays, qui craint pour sa vie.

**Salafisme** : branche du sunnisme prônant un retour à l'Islam des origines.

**Seigneurs de guerre** : personne s'étant approprié une partie d'un territoire national qu'il dirige avec l'aide d'une force armée (milice) qui lui est fidèle.

**Sunnisme** : branche de l'Islam reconnaissant les califes comme successeur de Mahomet.

**Superpuissance** : terme utilisé durant la Guerre Froide pour qualifier les deux grandes puissances ; les USA et l'URSS.

## Liste des sigles

- AMISOM : Mission de l'Union africaine en Somalie
- APD : Aide Publique au Développement
- AQMI : Al-Qaida au Maghreb Islamique
- BCA : Bataillon de Chasseurs Alpains
- EAU : Émirats Arabes Unis
- EI : État Islamique ou Daesh.
- FTN : Firmes Transnationales.
- MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en Centrafrique.
- ONG : Organisme Non Gouvernemental
- ONU : Organisation des Nations Unies
- OPEX : Opération extérieure de l'armée française
- OTAN : Organisation du Traité Atlantique Nord
- RCA : République Centrafricaine
- UNHCR : Agence des Nations Unies pour les réfugiés